



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique budgétaire

Question au Gouvernement n° 1520

Texte de la question

CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. le président. La parole est à M. Daniel Fasquelle.

M. Daniel Fasquelle. Monsieur le Premier ministre, à l'occasion de la conférence de presse d'hier, vous avez dû passer un très mauvais moment (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*).

M. Jean-Claude Perez. Vous êtes jaloux, voilà tout !

M. Daniel Fasquelle. Non seulement le Président a enterré votre réforme fiscale dont il n'a même pas dit un mot, mais surtout, François Hollande a prononcé un terrible réquisitoire contre la politique menée par la majorité depuis deux ans.

Mme Laurence Dumont. Vous n'avez rien compris !

M. Daniel Fasquelle. Il a même remis en cause le fameux crédit d'impôt compétitivité emploi, qui était censé régler tous les problèmes de compétitivité de l'économie française. Deux ans de perdus pour la France !

À entendre le Président de la République, on pourrait même croire que la gauche est enfin guérie de sa boulimie d'impôts et de son incapacité à engager des réformes de fond ; hélas, c'est très loin d'être le cas. Qu'on en juge : ces 30 milliards que les entreprises ne paieront plus pour financer la politique familiale, qui va les payer ? À coup sûr, ce seront les familles, les salariés et les retraités, qui doivent donc se préparer à un nouveau matraquage fiscal.

M. Jean Glavany. Il n'y a qu'à faire des déficits ! Il n'y a qu'à, il n'y a qu'à !

M. Daniel Fasquelle. Quant à vos 50 milliards d'économie... On avait déjà beaucoup de mal à trouver les 15 milliards prévus dans le budget pour 2014, alors 50 milliards ! Quelles économies allez-vous réaliser ? Sur quels budgets ? Et par quelles réformes de fond ?

Mme Laurence Dumont. Il n'a vraiment rien compris !

M. Daniel Fasquelle. Alors, monsieur le Premier ministre, nous avons une proposition simple à vous faire : puisqu'il y a trop d'impôts, renoncez immédiatement aux 12 milliards d'impôts prévus dans le budget pour 2014. Puisque vous voulez simplifier, retirez immédiatement la loi sur la consommation, la loi sur l'agriculture et la loi sur l'immobilier, qui vont créer plus de contraintes pour nos entreprises. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*) Et puisque vous vous souciez enfin des collectivités territoriales, retirez dès cet après-midi la

réforme des rythmes scolaires, dont les maires ne veulent pas ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Plutôt que de proposer des mesures non financées et repoussées à 2017, prenez vos responsabilités et dites-nous cet après-midi que vous renoncez aux mesures anti-économiques que vous voulez imposer à la France en 2014 ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Mme Laurence Dumont. Quelle était au juste la question ?

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances. Monsieur le député Daniel Fasquelle, votre question est marquée tout à la fois par l'aigreur et par la surdité. Vous n'avez pas écouté, ni entendu, contrairement aux Français, ce qu'a dit hier le Président de la République. (*Rires et exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Daniel Fasquelle. Nous avons très bien compris, au contraire !

M. Pierre Moscovici, ministre . Pour commencer, on n'y voit aucune forme de reniement ou de tournant par rapport à la politique suivie jusqu'ici. Au contraire, il a été rappelé de manière très précise qu'ayant hérité d'une situation catastrophique laissée par la droite en 2012,... (*Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. Mes chers collègues, cessez de crier, cela ne sert à rien !

M. Pierre Moscovici, ministrenous avons redressé les comptes publics, fait en sorte de relever la compétitivité du pays et engagé des réformes structurelles indispensables, dont nous sommes fiers. Non seulement nous ne les retirons pas, mais nous les assumons totalement. Tel est le cap fixé par le Président de la République.

Vous m'avez également interrogé sur le financement, en faisant preuve, là encore, d'aigreur et de surdité. Le Président de la République a été extrêmement précis... (« Ah ! » *sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Yves Fromion. Vous seuls l'avez compris !

M. Pierre Moscovici, ministre . Il a dit que 50 milliards d'euros d'économies seraient réalisés entre 2015 et 2017, en sus de celles qui ont déjà été votées par le Parlement pour 2014. Il a annoncé une baisse des charges (« *Lesquelles ?* » *sur les bancs du groupe UMP*), ou correspondant ou équivalant à la suppression des cotisations familiales.

M. Christian Jacob. Vous ramez !

M. Pierre Moscovici, ministre . C'est ce qu'attendent nos entreprises, c'est ce qu'attend ce pays : un effort pour l'investissement, un effort pour l'embauche, un effort pour l'emploi. Bref, une mobilisation générale.

La politique présentée hier est une politique d'intérêt général, et plutôt que de tomber dans le travers qui consiste à critiquer systématiquement pour rien, vous feriez mieux de l'écouter et de vous y rallier. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Daniel Fasquelle](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1520

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [16 janvier 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [16 janvier 2014](#)